



ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

Insécurité

Question au Gouvernement n° 450

Texte de la question

INSÉCURITÉ

Mme la présidente . La parole est à Mme Hanane Mansouri.

Mme Hanane Mansouri . Lundi, à Grenoble, un homme de mon âge a été atteint par trois balles – en plein jour, sous les yeux des passants.

Ce week-end, dans la même rue, un automobiliste a été sorti de force de son véhicule par plusieurs délinquants, avant que ces derniers n'incendient la voiture.

Il y a deux semaines, une bibliothèque municipale a été brûlée par les racailles.

Il y a trois semaines, une grenade explosait dans un bar du Village olympique, quartier qui m'a vu grandir, à une époque où il faisait encore bon vivre à Grenoble.

Ce temps-là, c'était l'avant Piolle – Éric Piolle, ce maire qui demande aux Grenoblois d'apprendre à vivre avec les trafiquants de drogue et qui, sans scrupule, déclare se foutre de la sécurité. (*Applaudissements sur les bancs des groupes UDR et RN.*) Mais quelle honte !

M. Fabien Di Filippo . À Grenoble, on a les élus qu'on mérite !

Mme Hanane Mansouri . Grenoble, capitale des Alpes, est devenue capitale du crime.

Si les trafiquants de drogue, les racailles et les OQTF peuvent régner en toute impunité, c'est aussi parce qu'ils peuvent compter sur la complicité de ces élus de gauche (*Exclamations sur les bancs du groupe SOC*),...

Mme Ayda Hadizadeh et Mme Dieynaba Diop . Caricatures, mensonges !

Mme Cyrielle Chatelain et Mme Marie Pochon . C'est insupportable !

Mme Hanane Mansouriqui parlent de « sentiment d'insécurité » à chaque agression, chaque blessé, chaque mort. Mais le seul sentiment, chers collègues de gauche, c'est celui de se croire à Chicago ou à Bagdad. (*Applaudissements sur les bancs des groupes UDR et RN.*)

Malheureusement, ce chaos ne se limite pas à Grenoble. À Nantes, le maire a troqué la place de première ville de France où il fait bon vivre pour celle de quarante-septième. À Bordeaux, le maire préfère se battre contre les sapins de Noël plutôt que de s'occuper de ses rues, devenues de véritables coupe-gorge.

Cette gestion calamiteuse des maires de gauche, aveuglés par leur idéologie (*M. Inaki Echaniz s'exclame*), prospère aussi grâce à l'inaction gouvernementale. Votre immobilisme face à la montée de la criminalité, monsieur le premier ministre, est coupable.

Comment tolérer que des maires aient le droit de laisser leurs villes aux mains des narcotrafiquants sans que l'État ne fasse rien pour démanteler ces réseaux ? (*Applaudissements sur les bancs des groupes UDR et RN.*)

M. Jean-Paul Lecoq . C'était une question contre les maires !

Mme la présidente . La parole est à M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur.

M. Bruno Retailleau, ministre d'État, ministre de l'intérieur . L'an dernier, quarante-huit fusillades à Grenoble ont entraîné la mort de six personnes. Vous avez égrené une litanie d'exactions dont je suis informé et qui justifie l'urgence du vote par votre assemblée, dans quelques jours, de la proposition de loi sur le narcotrafic et la criminalité organisée. J'espère que tous les groupes politiques, comme au Sénat, seront au rendez-vous pour accorder à la République une première victoire législative. (*« Non ! » sur quelques bancs du groupe LFI-NFP.*)

Je me suis rendu à Grenoble le 14 février pour y annoncer et justifier une nouvelle stratégie en trois temps : judiciaire, sécuritaire et administratif. Judiciaire d'abord, pour obtenir des résultats avec les services de renseignement, grâce à une collaboration très en amont avec l'autorité judiciaire : nous allons démanteler les réseaux pour livrer les criminels à la justice, en organisant plusieurs coups de filet permettant de retirer de la voie publique les responsables des réseaux. (*« Très bien ! » sur quelques bancs du groupe EPR.*)

Stratégie sécuritaire ensuite : la police et la gendarmerie doivent occuper toute la voie publique, les transports en commun et la rue bien sûr, mais aussi fouiller dans chaque immeuble les caches d'armes, de drogue, de cigarettes et de contrebande.

La réponse administrative, enfin, consiste à taper l'écosystème au portefeuille : traquer le blanchiment, fermer les commerces mais aussi mener des enquêtes de patrimoine draconiennes en mobilisant tous les outils et les instruments dont l'État dispose.

Depuis mon déplacement à Grenoble, 9 trafics ont été démantelés, 152 interpellations ont été effectuées, 125 procédures de saisie de stupéfiants ont été lancées – permettant de saisir des kilos de cocaïne et de drogue – ainsi que 7 procédures de fermeture de commerce. Le lanceur de grenades présumé a été arrêté. Bien sûr, la sécurité est l'affaire de tous et nous sommes beaucoup plus efficaces quand les villes collaborent, quand elles disposent d'un vrai réseau de vidéosurveillance et d'une vraie police municipale. (*Applaudissements sur les bancs du groupe DR. – M. Laurent Croizier applaudit également. – Murmures sur quelques bancs du groupe EcoS.*)

Mme la présidente . La parole est à Mme Hanane Mansouri.

Mme Hanane Mansouri . Les municipales arrivent à grands pas et les Français ont bien compris que ni la gauche ni le bloc central ne pouvaient agir pour protéger les Français. (*Applaudissements sur les bancs des groupes UDR et RN.*)

M. Fabien Di Filippo . Dommage d'écrire sa réaction avant d'avoir entendu la réponse du ministre !

Données clés

Auteur : [Mme Hanane Mansouri](#)

Circonscription : Isère (8^e circonscription) - UDR

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 450

Rubrique : Sécurité des biens et des personnes

Ministère interrogé : Intérieur

Ministère attributaire : Intérieur

Date(s) clé(e)s

Question publiée le : 6 mars 2025

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 6 mars 2025